

# Une Banque Responsable

Point d'information sur la politique RSE de BNP Paribas



*Déjeuner Investisseurs du 4 Juin 2015*



**BNP PARIBAS** | La banque d'un monde qui change

# Sommaire

---

Organisation de la **Fonction**

Stratégie RSE et **Objectifs**

**Notations** extra-financières

**Zoom 1:** Accord global avec les autorités des Etats-Unis

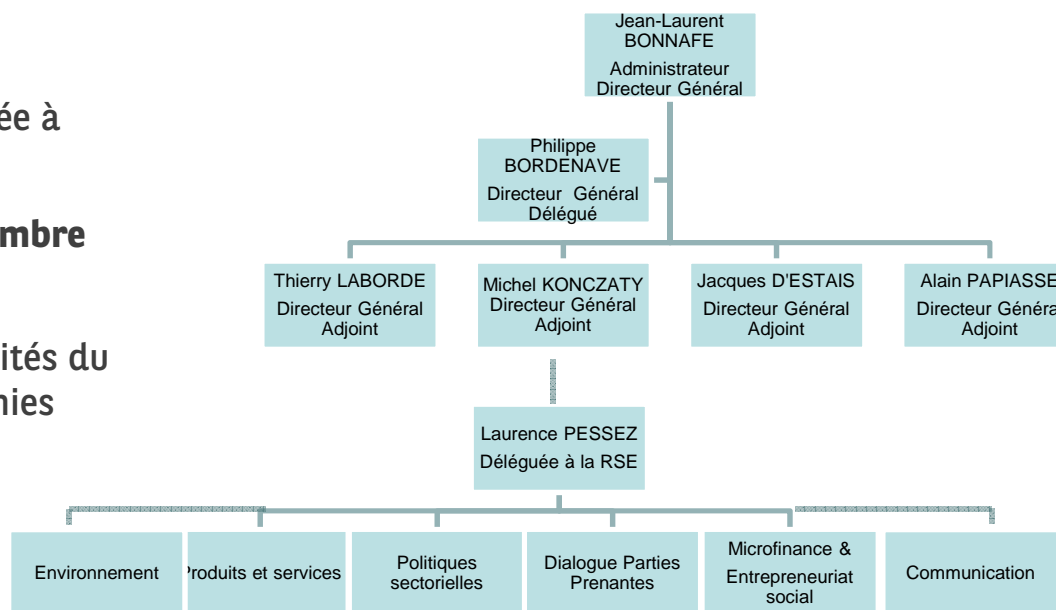
**Zoom 2:** le financement de la Transition énergétique

**Zoom 3:** Politiques sectorielles, bilan 2014



# La Fonction RSE est rattachée à la Direction générale

- La fonction RSE est rattachée à **Michel Konczaty**, Directeur Adjoint de BNP Paribas, **membre du Comité Exécutif**
- Les missions et responsabilités du département RSE sont définies par le management de l'entreprise



Reposant sur le support de

- Correspondants dans les métiers, filiales, départements fonctionnels et zones géographiques stratégiques (130 personnes)
  - Un représentant du COMEX de l'entité
  - Un Responsable de la RSE
- ... un réseau d'experts (300 personnes) : ISR, ingénieurs-conseil, achats responsables...



# Une politique RSE structurée autour de 4 piliers / 12 engagements et les bonnes pratiques de gouvernance du Groupe



# 13 indicateurs de pilotage en ligne à fin 2014 avec les objectifs 2015

GSIS

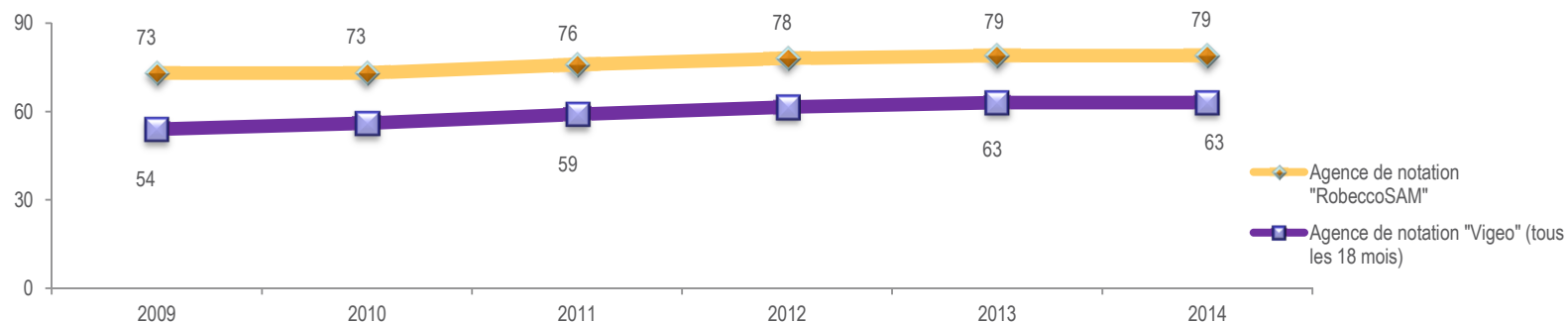
## Group Sustainability and Incentive Scheme :

20 % de l'attribution du plan d'intéressement à long terme conditionné à l'atteinte de critères RSE

	Indicateur	Valeur 2012	Valeur 2013	Valeur 2014	Objectif 2015
Economique	Taux de croissance cumulée du crédit depuis 2008 par rapport à l'évolution cumulée du PIB en valeur sur la période	France 21% vs 5% Italie 7,9% vs -0,6% Bel/Lux 15,9% vs 11,6%	France 18,7% vs 6,7% Italie 14,6% vs -1% Bel/Lux 18,5% vs 14%	France 19,3% vs 10,9% Italie 12,8% vs 2,7% Bel/Lux 21% vs 19%	Rester supérieur à l'évolution cumulée du PIB en valeur depuis 2008 (taux de croissance des encours moyens totaux)
	Score de satisfaction globale des clients particuliers des 4 marchés domestiques (sur une échelle de 1 à 10)	BDDF 7,5 BNP Paribas Fortis 7,7 BNL 7,1 BGL BNP Paribas 7,4	BDDF 7,5 BNP Paribas Fortis 7,7 BNL 7,1 BGL BNP Paribas 7,4	BDDF 7,5 BNP Paribas Fortis 7,6 BNL 7,1 BGL BNP Paribas 7,2	2013 - 2015 maintenir le score
	Evolution annuelle des actifs sous gestion responsable (ISR) par rapport à l'évolution annuelle des encours totaux	+33,8% vs +0,5%	-1,7% vs -8,6%	+5 % vs +5,7 %	Evolution 2012-2015 des actifs sous gestion responsable (ISR) supérieure à l'évolution des actifs sous gestion totaux
Sociale	Taux de femmes occupant un poste de senior management	21,3%	22%	25%	25% (objectif à fin 2014)
	Taux de collaborateurs ayant une opinion positive de la mise en pratique des 4 principes de management par le Groupe	69%	70%	71%	71%
	Nombre de mobilités inter-entités et inter-métiers	4500	4580	4 787	4700 (moyenne annuelle entre 2013 et 2015)
Civique	Montant du soutien du Groupe à l'entrepreneuriat social et à la micro-finance	103M€	168M€	227M€	200 M€ hors crédits aux entreprises sociales
	Nombre de personnes ayant bénéficié de programmes d'éducation financière conçus et/ou animés par le Groupe	91 727	234 652	300 822	180 000
	Montant du budget annuel du mécénat du Groupe BNP Paribas	38,83 M€	40,5*M€	40,6 M€	Budget annuel moyen sur la période 2013/2015 supérieur ou égal au budget 2012
Environnementale	Nombre de collaborateurs formés en ligne aux politiques sectorielles	5 000 collaborateurs directement impliqués dans la mise en œuvre des politiques	6 150 collaborateurs formés	10 476 collaborateurs formés	Avoir formé 12 500 collaborateurs
	Bilan d'émission de gaz à effet de serre	3,21 teq CO2/ETP	3,06 teq CO2/ETP soit -4,8% vs 2012	2,91 teq CO2 /ETP soit -9,25 % vs 2012	2,89 teq CO2/ETP soit -10% vs 2012
	Consommation totale de papier (interne et client)/collaborateur	165 kg / collaborateur	154 kg /collaborateur soit -6,7% vs 2012	147 kg / collaborateur soit -11,1 % vs 2012	140 kg/ collaborateur soit -15% vs 2012
Gouv.	Taux de collaborateurs ayant une opinion favorable de la façon dont le Groupe exerce sa responsabilité d'entreprise (indicateur faisant la synthèse de 4 questions)	70,5 %	71%	71 %	73%

\* chiffre à revoir à la baisse suite à une erreur de comptabilisation chez BoW

## Notation extra-financière : le Groupe maintient ses positions malgré le contexte exceptionnel



### Agence RobecoSAM

BNPParibas est la **seule banque française** présente dans les indices du DJSI (comme en 2013). Le Groupe se maintient à 79/100 (idem en 2013).

### Agence Vigeo

BNPParibas est **deuxième du secteur Banque** (Européen) derrière Rabobank en 2014 (1<sup>er</sup> en 2013), lui permettant d'être présent dans les indices France, Belgique, Europe et Monde.  
Rating Décembre 2014 : 63/100 (stable vs 2013).

**BNP Paribas intègre le classement 2015 des « 100 entreprises les plus durables » selon Corporate Knights**



# Zoom 1: Accord global avec les autorités des Etats-Unis

---



**BNP PARIBAS** | La banque d'un monde qui change

## Accord global avec les autorités des Etats-Unis (1/3)

- La Banque a assumé la responsabilité des comportements professionnels inappropriés dans l'un de ses métiers, le financement du négoce de pétrole, ayant conduit à la violation de règles d'embargo édictées par les Etats-Unis
- La reconnaissance de culpabilité conduisant à une transaction avec les autorités des Etats-Unis était la solution la plus appropriée, au cas d'espèce, pour mettre fin à la procédure en protégeant les intérêts de la Banque
- Les comportements professionnels inappropriés ont fait l'objet de sanctions disciplinaires systématiques
- Le renforcement des procédures de conformité pour les porter au standard le plus élevé possible fait l'objet d'un plan qui est aujourd'hui mis en œuvre sous le contrôle des autorités de régulation. L'application de ces procédures par un renforcement de la fonction Compliance est un enjeu désormais essentiel dans nos métiers
- De nombreuses autres banques ont été aussi amenées à payer des amendes ou font l'objet d'enquêtes concernant des opérations effectuées avec des pays sous embargo américain





## Accord global avec les autorités des Etats-Unis (2/3)

- 30 juin 2014 : accord global\* avec les autorités des Etats-Unis relatif à la revue de certaines transactions en dollars concernant des pays soumis aux sanctions américaines
- Inclut entre autres le paiement par BNP Paribas d'un montant total de pénalités de 8,97 Md\$ (6,6 Md€)
  - Compte tenu des sommes déjà provisionnées (1,1 Md\$ soit 798 M€), charge exceptionnelle de 5,75 Md€ comptabilisée cette année
- Plan de remédiation décidé dans le cadre de l'accord global : deux mesures spécifiques
  - Traitement et contrôle à terme via la succursale de New York de la totalité des flux en dollars du Groupe
  - Création d'un département, « Sécurité Financière Groupe aux Etats-Unis », au sein de la fonction « Conformité Groupe », localisé à New York
- Charge exceptionnelle de 250 M€ au titre de l'ensemble des coûts du plan de remédiation



## Accord global avec les autorités des Etats-Unis (3/3)

- Mise en œuvre du plan de remédiation décidé dans le cadre de l'accord global avec les autorités des Etats-Unis
  - 43 projets en cours d'exécution
  - Avancement des projets en ligne avec le calendrier défini
  
- Traitement et contrôle à terme via la succursale de New York de la totalité des flux en dollars du Groupe
  - Processus de traitement des transactions en dollars alignés sur les standards américains dans l'ensemble du Groupe
  - Définition des différents projets de centralisation du traitement des flux en dollars à New York et des calendriers de mise en œuvre finalisée
  - Premiers transferts de traitement à la succursale de New York réalisés conformément au calendrier établi (flux dollars de 103 entités du Groupe désormais traités par la succursale de New York)
  
- Nouveau département, « Sécurité Financière Groupe aux Etats-Unis », localisé à New York, déjà opérationnel
  - Effectif de 41 personnes (effectif cible : ~60 personnes)
  - En charge notamment du respect des règles américaines en matière d'embargos
  - Réalisation des premières missions de contrôle sur site
  
- Confirmation du maintien de la totalité des licences : autorisation donnée par le Département du Travail des Etats-Unis de poursuivre la gestion de plans de retraite aux Etats-Unis



# Renforcement des moyens et des procédures en matière de Conformité et de contrôle

- Au-delà de l'accord global avec les autorités des Etats-Unis, évolution du système de contrôle interne du Groupe
- Intégration verticale des fonctions « Conformité » et « Juridique »
  - Afin de garantir leur indépendance et leur autonomie de moyens
  - Définition des nouvelles organisations et procédures internes réalisée\*
  - Calendrier de mise en place rapide
- Création d'un Comité de Supervision et de Contrôle
  - Présidé par le Directeur Général, il réunit deux fois par mois les responsables pour le Groupe des fonctions Conformité, Juridique et Risques ainsi que l'Inspecteur Général
  - Assure la cohérence et la coordination des actions de supervision et de contrôle
- Création d'un Comité d'Ethique Groupe
  - Contribuera à l'élaboration de recommandations sur les activités réalisées dans certains pays ou secteurs sensibles ainsi que sur le Code de Conduite Groupe
  - Présidé par une personnalité extérieure et composé de personnalités indépendantes et de dirigeants de la Banque



## Renforcement des moyens et des procédures en matière de conformité et de contrôle

- **Poursuite de l'augmentation des moyens alloués au contrôle et à la conformité**
  - Hausse des effectifs de la filière conformité et de l'Inspection Générale (objectif : +1 200 personnes / 2013)
  - Augmentation des contrôles réalisés par l'Inspection Générale: nouvelle équipe spécialisée dans les sujets de conformité et de sécurité financière déjà opérationnelle (~15 personnes à fin avril, audit de 57 entités prévu au sein du Groupe en 2015)
  - Développement des outils de contrôle interne: nouveaux logiciels de filtrage des transactions (Fircosoft déjà déployé chez BDDF, BNL, etc...)
  
- **Insertion opérationnelle d'une culture de conformité renforcée**
  - Programmes de formation obligatoire des collaborateurs du Groupe, notamment en ligne
  - Diffusion de procédures spécifiques aux 60 000 collaborateurs plus directement exposés aux sujets de conformité
  - Intégration d'un critère de conformité dans les évaluations annuelles pour certains métiers
  - Définition des responsabilités en matière de conformité pour certaines fiches de postes
  
- **Renforcement des procédures de revue périodique obligatoire du portefeuille de clients (« Know Your Customer »)**



## Zoom 2: Le financement de la transition énergétique

---



# Responsabilité environnementale : le financement de la transition énergétique

**La lutte contre le dérèglement du climat** est l'affaire au premier chef des énergéticiens, des industriels, des opérateurs de transport et de l'immobilier mais aussi du **secteur bancaire** attendu comme financeur de la transition énergétique.

## Un sujet sur lequel le Groupe est déjà présent :

- Un programme de **mécénat de la recherche sur le climat : Climate Initiative** 6 M€ depuis 2012– 10 projets déjà soutenus –
- Un objectif sur nos émissions internes : -10% en 2015 vs 2012 (déjà -9,25% réalisé).  
**Next step : -25% en 2020 vs 2012**
- Des critères sélectifs de financement et d'investissement sur les secteurs à forts enjeux environnementaux (centrales à charbon, extraction minière, déforestation)
- **Nous participons au financement de la COP21** (décembre 2015, Paris) organisée par le Ministère des Affaires Etrangères, visant un accord global sur le climat.



## Une feuille de route proactive pour accompagner nos clients :

### Les grandes entreprises

- Etre dans le top 5 sur les Green Bonds
- Maintenir un mix électrique financé moins carboné que le mix mondial

### Les investisseurs institutionnels

- Mesurer dès 2015 et maîtriser l'impact carbone du portefeuille actions géré pour le compte de clients et proposer une offre performante d'un point de vue environnemental

### Les PME

- Proposer une offre de services « efficacité énergétique » aux PME dans nos marchés retail, à l'image de BNP Paribas Fortis et de BNL

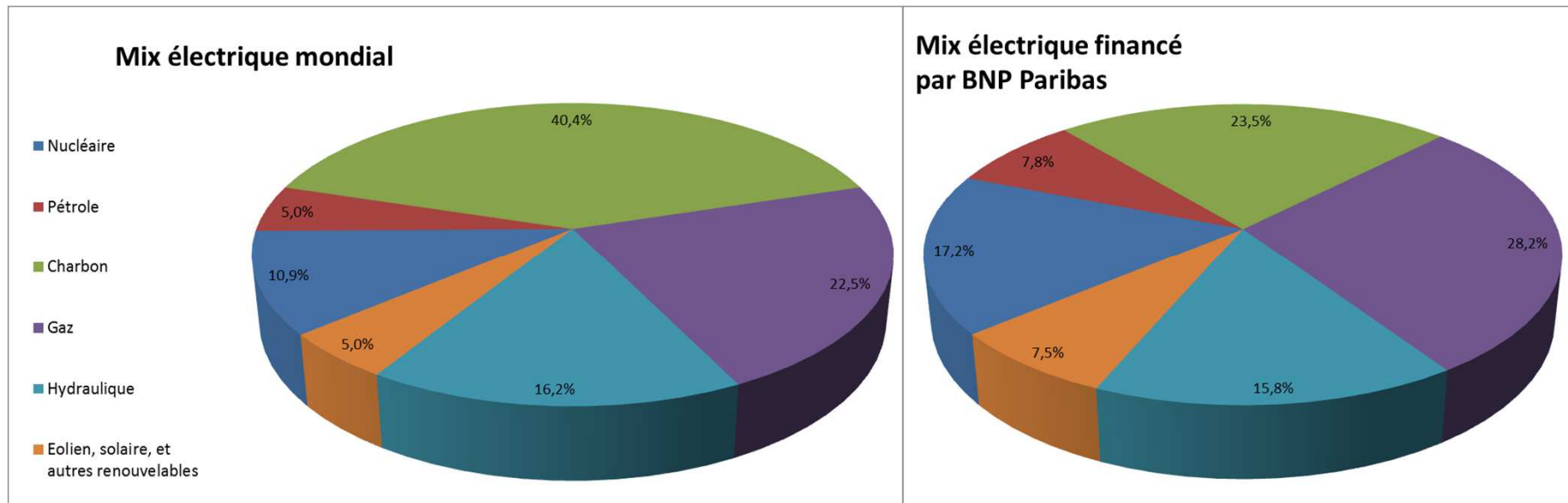
### Les particuliers

- Diversifier et renforcer notre offre de financement de la rénovation énergétique des logements dans nos marchés retail (Domofinance, ...)
- Relancer l'offre commerciale sur les produits d'épargne fléchés sur la transition énergétique (ETF Low carbon, Fonds Immobilier responsable, distribution des Green Bonds dans le réseau...)



# Le mix financé par BNP Paribas est «en avance » sur le mix mondial

- Avec **59,5% de fossiles** (gaz, charbon, pétrole) et **23,3% de renouvelables** (hydraulique, photovoltaïque, éolien), **le mix électrique que nous finançons est en avance sur le mix mondial** (respectivement 68% et 21% en 2012 selon l'IEA).
- Ce calcul a porté sur **nos clients les plus importants** dans le secteur de la production d'électricité, **représentant les 2/3 de notre exposition totale** dans ce secteur au 31 décembre 2014, en effectuant une pondération des mix de chaque entreprise par l'exposition du Groupe.



Source : IEA 2012



## Zoom 3: Politiques sectorielles, bilan 2014

---





# L'application des politiques sectorielles

## Bilan 2014

**481** transactions revues par la filière RSE en 2014  
(344 en 2013)

Politique	Nombre de transactions analysées	dont refusées	Type de produit et raisons du refus
Défense	241	49	Garanties internationales •50% destination finale (Conformité Groupe) •40% armes controversées (RSE) •10% autres (intermédiaires non étatiques)
Industrie minière	102	2	Corporate banking •1 contrepartie exclue (extraction charbon MTR) •1 sur liste de surveillance
Energie Nucléaire	71	3	Garanties internationales •Pays •Type de centrale
Production d'électricité à partir du Charbon	41	2	Export finance •Type de centrales
Huile de Palme	19	0	
Pâte à papier	5	0	
Sables bitumineux	2	0	
<b>Total général</b>	<b>481</b>	<b>56</b>	

Les politiques sectorielles s'accompagnent de **listes de surveillance et d'exclusion** qui répertorient les sociétés représentant un **risque de réputation avéré**

**220** sociétés sur listes de surveillance et d'exclusion au titre de l'application des politiques sectorielles

Politique	Entreprises sous surveillance	Entreprises exclues	Total
Défense	32	122*	154
Autres	31	35	66
<b>Total</b>	<b>63</b>	<b>157</b>	<b>220</b>

\* Majoritairement des entreprises impliquées dans la fabrication d'armes controversées

Depuis juillet 2014, les sociétés figurant sur listes de surveillance et d'exclusion sont identifiables dans **Vigilance**, l'outil référentiel du Groupe pour les listes de sanctions et de surveillance.

